

DÉCONFINONS NOS LUTTES !

TOU-TE-S DANS LA RUE MARDI 16 JUIN !



npa2009.org

Renault annonce la fermeture d'au moins trois usines en France. On parle de 3000 licenciements chez Airbus, 700 chez Derichebourg, 500 chez Prestalis... Partout, sous prétexte de la baisse de l'activité due à la crise sanitaire, les patrons mettent en œuvre leurs plans de « restructuration », de suppressions d'emplois... dont la majorité étaient pourtant déjà annoncés bien avant le début de l'épidémie.

LICENCIÉ-E-S OU PRÉCARISÉ-E-S

Lorsque ce ne sont pas des suppressions de postes directes, on observe depuis de nombreuses années de grands plans de « chantage à la productivité », que l'on essaye d'imposer aux travailleurs/ses en échange du maintien de leurs emplois (racket des congés, suppressions des primes, fin des prétendues 35h...).

Dans certains secteurs parmi les plus touchés comme le tourisme et la culture, on licencie mais sans dire le mot, alors que des armées de précaires se retrouvent pourtant précipitées au chômage sans aucune perspective d'emplois. Le recours à une masse de travailleurs/ses précaires sert plus que jamais de variable d'ajustement au patronat en période de « crise » des profits du capital.

SAUVER LES PROFITS « QUOI QU'IL EN COÛTE »

Malgré ses grandes tirades sociales du début du confinement, le gouvernement a décidé d'accompagner le patronat dans cette purge sociale ! Les « ordonnances Macron » finissent de donner aux patrons les moyens juridiques de licencier ou de se débarrasser à peu de frais d'une main-d'œuvre considérée comme inutile. Il annonce également un grand « plan de sauvetage » des entreprises qui ne sauvera que les bénéfices des actionnaires de ces grands groupes...

Quant à la fonction publique, elle n'est pas épargnée par la dégradation des conditions de travail... mais également par les plans de licenciement déguisés dans les entreprises sous-traitantes qu'elle emploie largement, ainsi que par le non renouvellement massif de touTEs les contractuelLEs et précaires pourtant pour indispensables faire tourner les services publics. Une politique d'austérité

toujours accrue, même dans les secteurs qui ont rappelé leur caractère indispensable durant la crise sanitaire, au premier rang desquels la santé ! Une médaille en chocolat, l'arrêt des contractuelLEs en renfort de service, un défilé le 14 juillet... Voilà la politique de santé publique de Macron !

« NOUS NE LAISSERONS PAS FAIRE, NOUS NE NOUS TAIRONNONS PLUS ! »

Ce sont justement les hospitalierEs qui ont montré qu'il est possible de se mobiliser dans ce « monde d'après » le confinement. Ailleurs aussi, l'annonce des licenciements et des fermetures de sites a déchaîné la colère des salariéEs. CertainEs ont même réussi à faire ponctuellement reculer leurs directions, comme à la Fonderie de Bretagne.

Ces derniers jours ont également été marqués par le début d'une mobilisation historique, ici et dans le monde, contre les violences policières : des dizaines de milliers de jeunes se lèvent contre le racisme systémique, contre les violences policières, contre une forme de violence sociale aussi qui s'exprime depuis le début du confinement envers les plus pauvres, dans les quartiers populaires. Et même si le gouvernement aura assumé jusqu'au bout la brutalité de sa politique en interdisant ces rassemblements, le fait que ceux-ci aient quand même lieu est la démonstration que le nombre et la détermination peuvent venir à bout de toutes leurs mesures répressives.

Les colères ont été déconfinées, mais pour gagner, il faut réussir à les rassembler. Partout, soyons le plus nombreux présentEs dans les mobilisations appelées contre les violences policières et le racisme. Et aux côtés des hospitalierEs, faisons du mardi 16 juin la première grande journée de mobilisation nationale du « monde d'après ».

Mardi 9 juin 2020

POUR PRENDRE CONTACT

Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Ou par mail à : contact@npa2009.org

Nom : Prénom : Ville :

Tél. : Mail :